

nationalisme pour assurer les buts de la politique anglaise. Malheureusement pour l'impérialisme britannique cela ne pouvait être que très temporaire, ces mouvements étant destinés à se retourner contre lui. Nous avons en effet là tout un autre travail qui serait extrêmement passionnant.

Henry LAURENS
(Université du Caire)

Peter SLUGETT, *Britain in Iraq 1914-1932*. Londres, St Antony's Middle East Monographs n° 4, Ithaca Press 1976, 360 p.

Contrairement à l'ouvrage précédent qu'il recoupe sur de nombreux points, l'auteur cherche à mesurer l'impact de la politique anglaise sur la formation de l'Iraq pendant la période de l'occupation et du Mandat. L'accent est donc mis ici sur les réalités irakiennes, d'abord sur le plan politique, ensuite sur le plan social.

L'auteur s'appuie sur des sources anglaises dont certaines ont été jusqu'ici négligées, comme les archives du gouvernement de l'Inde actuellement à New-Delhi, et sur une vaste bibliographie intégrant les travaux des historiens arabes contemporains.

Il met en valeur l'échec de la première politique suivie, celle du gouvernement de l'Inde, fondée sur l'administration directe et le refus de laisser des responsabilités aux fonctionnaires indigènes. C'est la cause de la révolte de 1920. Ensuite dans la pratique administrative, la politique du Mandat s'inspirera de l'expérience menée en Egypte sous l'occupation (utilisation de conseillers britanniques dans l'administration irakienne).

Au début, Fayṣal doit sa présence à la politique anglaise, mais, pour se maintenir, il doit s'opposer à son protecteur. Pour les responsables britanniques, le problème essentiel est de réduire au maximum le coût de la présence anglaise, insupportable au début des années vingt, tout en préservant les intérêts vitaux de l'Empire (pétrole, voies de communication). Il faut donc transférer le plus possible de dépenses au budget iraquiens, ce qui pèse très lourd sur les finances du nouvel Etat et entrave son développement.

Fayṣal et son gouvernement se trouvent dans une dépendance étroite envers la Grande Bretagne pour la perpétuation même de leur existence politique : leur base de pouvoir se limite à la classe urbaine sunnite cultivée, et ils ne se maintiennent au pouvoir que grâce à la présence dissuasive de l'armée et de l'aviation anglaises. En raison des regroupements communautaires et tribaux, il ne peut y avoir à cette époque d'identité nationale iraque. La classe politique est condamnée à s'entendre avec la Grande Bretagne, ce qui ne peut qu'augmenter son impopularité dans le pays. Dès le début des années trente, il est visible que le système monarchique n'a aucune base populaire. Cette classe dirigeante en profitera pour s'enrichir et constituera à son profit de grandes propriétés foncières. La fin du Mandat en 1932 ne modifia en rien la situation.

Les choix politiques dérivent de la nécessité pour les responsables anglais de dépenser le moins possible en Iraq. Les conséquences sociales seront lourdes. On observait à la fin de l'époque ottomane l'émergence d'un paysannat libre grâce à la sédentarisation des Bédouins. Les chefs tribaux voyaient leurs pouvoirs diminuer progressivement. Les Anglais inverseront cette tendance

en transférant aux cheikhs les pouvoirs administratifs, en particulier ceux de la levée des impôts et de l'administration de la justice. Cela permettait aux Britanniques et à la classe dirigeante de s'assurer la loyauté et le calme des campagnes sans grandes dépenses.

La fiscalité foncière s'effondra alors, car on multiplia les exemptions d'impôt. Socialement ce fut encore plus catastrophique : la paysannerie fut réduite à un état de quasi-servage en raison de son endettement envers les grands propriétaires qui dominèrent rapidement les campagnes. Si cette politique servit à la constitution d'un groupe dont les intérêts étaient liés au pouvoir en place, elle créa un puissant malaise social.

Le système était protégé par la présence dissuasive de l'aviation anglaise, prête à assurer le maintien de l'ordre quitte à bombarder les villages qui refusaient de payer les impôts aux grands propriétaires. Le contrôle aérien était le déplorable substitut de l'absence d'administration.

En matière d'éducation, les conseillers britanniques n'étaient pas intéressés à la formation de personnels qualifiés, et le poids des obligations militaires imposées par les Anglais ne permettait pas un grand effort dans l'enseignement. Ce dernier resta réservé aux citadins ayant en perspective un emploi de fonctionnaires ou d'enseignants. Le rythme de la croissance démographique ne fut même pas respecté dans la progression des dépenses scolaires. La Philosophie du Mandat considérant l'éducation comme « préparation à l'indépendance » ne fut pas observée.

Cette même philosophie fut pratiquement bafouée par l'absence de garanties aux minoritaires chrétiens et kurdes, malgré les promesses de la S.D.N., et par l'instauration d'un système de gouvernement policier.

Le départ des Anglais n'a été possible que parce qu'ils sentaient leur position assurée et non en raison de l'évolution du développement du pays. Les solutions adoptées étaient celles les meilleur marché en sacrifiant l'avenir. Le système allait durer jusqu'à la révolution de 1958, conséquence de ces déséquilibres sociaux.

Ce livre est remarquablement clair et montre ce que peut donner une recherche orientée vers les réalités sociales, même si elle s'appuie sur des archives étrangères. L'auteur se montre très sévère, et à juste titre, semble-t-il, pour la politique britannique. Il ne met peut-être pas en valeur le résultat ultime de cette politique : la constitution d'un Etat iraqui dans une région où aucune conscience nationale n'existe. Cette œuvre sera reprise par les révolutionnaires d'après 1958, et en particulier par le *Ba't*.

Henry LAURENS
(Université du Caire)

Paul BONNENFANT (sous la direction de), *La Péninsule arabique d'aujourd'hui*. Centre d'études et de recherches sur l'Orient arabe contemporain, éditions du C.N.R.S. Paris, 1982. Deux volumes in-8° (379 + 724 p.), nombreuses illustrations, tableaux, diagrammes, cartes.

Les publications scientifiques sur la Péninsule arabe, rédigées directement en français, sont assez peu nombreuses pour qu'on ne préjuge pas favorablement de cet ouvrage collectif, en deux volumes, totalisant plus de 1000 pages grand octavo, superbement imprimé, sous l'égide du